

Lurelu

La seule revue québécoise exclusivement consacrée à la littérature pour la jeunesse



La traduction des livres jeunesse Deux solitudes

Andrée Poulin

Volume 25, Number 3, Winter 2003

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/11930ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association Lurelu

ISSN

0705-6567 (print)

1923-2330 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Poulin, A. (2003). La traduction des livres jeunesse : deux solitudes. *Lurelu*, 25(3), 99-102.

La traduction des livres jeunesse : deux solitudes

Andrée Poulin

99

Il se publie au Québec plus de quatre cents livres jeunesse par année. Sur cette production considérable, combien d'ouvrages sont traduits et distribués au Canada anglais? Très peu. Trop peu. Des statistiques du Conseil des Arts du Canada démontrent qu'en moyenne à peine une dizaine de livres sont traduits en anglais chaque année. Même les romans couronnés de prix prestigieux ne sont pas souvent traduits dans l'une ou l'autre de nos deux langues officielles.

En 1998, le *Globe and Mail*, dans un texte intitulé «Solitudes têtues», faisait déjà le sombre constat : sur le marché de l'édition au Canada, à peine 1 % des livres publiés étaient traduits.

Ces statistiques peu reluisantes démontrent que, dans le domaine de l'édition jeunesse au Canada, nous en sommes toujours au stade des «deux solitudes». Pourquoi aussi peu de livres traversent-ils les frontières linguistiques et culturelles? Écart de culture, marchés trop différents, manque d'intérêt? Quelles mesures pourraient être prises pour favoriser davantage les échanges entre éditeurs francophones et anglophones? C'est ce que nous explorons dans cet article.

Traduire pour des raisons patriotiques

«Pour ce qui est du nombre de traductions, on a régressé, d'autant plus que le nombre de livres jeunesse publiés maintenant est beaucoup plus important qu'il y a dix ans», souligne Robert Soulières, qui a été longtemps responsable de la collection «des Deux solitudes, jeunesse» chez Pierre Tisseyre.

Créée en 1980, cette collection avait pour but de faire connaître aux jeunes francophones les romans importants de la littérature canadienne-anglaise. «Pierre Tisseyre ne cachait pas qu'il faisait cela pour des raisons patriotiques. Il avait un flair remarquable et il publiait la crème des auteurs du Canada anglais», se rappelle Robert Soulières.

«Dans le secteur jeunesse, c'est la seule collection exclusivement de traduction. Nous publions des classiques, des noms connus : Lucy Maud Montgomery, William Bell, Kit Pearson, Brian Doyle. Nous publions deux ou trois titres par année. J'essaie d'aller chercher des livres qui ont obtenu des prix, car c'est une garantie de qualité», souligne Angèle Delaunois, directrice actuelle de la collection chez Tisseyre.

«C'est une collection de fonds, utilisée dans les classes d'immersion. Ces livres ne sont pas les meilleurs vendeurs, mais ils entrent régulièrement dans les écoles. La collection est là pour rester, car la maison y tient beaucoup», ajoute-t-elle.

Et la réciprocité? «Aucun de nos romans n'a été acheté par des éditeurs du Canada anglais depuis cinq ans. Les Chinois et les Italiens achètent nos titres, mais pas les éditeurs anglophones. Je leur ai souvent envoyé des livres, mais on ne m'a pas répondu. Dans nos rendez-vous lors de salons du livre pour négocier tel et tel bouquin, ils disent toujours qu'ils sont intéressés, mais c'est une réponse diplomatique... Il est impossible d'exiger la réciprocité», soutient Angèle Delaunois.

Peu de réciprocité

Dans une chronique parue dans *Lurelu* à l'automne 1987, l'écrivain Robert Soulières dénonçait le fait que le nombre de livres traduits de l'anglais vers le français était quatre fois plus important que l'inverse.

Maintenant à la tête de sa propre maison d'édition, il ne mâche pas ses mots. «Les éditeurs anglophones ne veulent rien savoir de nous. Il y a comme un mur, une méconnaissance des deux mondes. Moi, j'en ai assez fait des traductions chez Pierre Tisseyre. Aujourd'hui, j'exigerais la réciproque. Ce serait du "un pour un". Je te prends un de tes auteurs, tu traduis l'un des miens.»

Chez Hurtubise HMH, on publie régulièrement des traductions d'auteurs du Canada anglais. «Notre objectif est de faire une traduction par année, explique Dominique Thuillot, directrice des éditions jeunesse. L'avantage de traduire, c'est la diversité. Ça permet de faire connaître autre chose aux lecteurs.» Malgré une bonne collaboration avec Groundwood, Dominique Thuillot souhaiterait davantage d'échanges, plus de réciprocité.

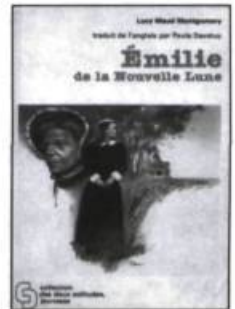
Si, du côté des éditeurs québécois, on se questionne sur l'intérêt des éditeurs anglophones à l'égard de la production jeunesse du Québec, certains de ces éditeurs claquent haut et fort que ce n'est pas l'intérêt qui manque.

L'artiste avant la langue

Chez Tundra Books, on reconnaît qu'il y a peu de traductions, d'un côté comme de l'autre. «Mais ce n'est pas par manque d'intérêt et cette situation nous préoccupe», affirme l'éditrice Cathy Mitchell.

Ayant vécu à Montréal, connaissant bien le milieu francophone de l'édition, elle parle d'un ton enthousiaste des livres de francophones publiés chez Tundra, les Roch Carrier, Gilles Tibo et Stéphane Poulin, qui se vendent très bien sur le marché anglophone.

À cet égard, Tundra Books, qui a eu pignon sur rue à Montréal avant de déménager à Toronto, a été un précurseur. «Publier des livres des francophones était très important pour la fondatrice, May Cutler, qui di-





sait toujours : «Comment est-ce que les enfants peuvent se comprendre s'ils ne peuvent pas lire les livres d'autres cultures?» C'était une pionnière qui regardait l'artiste avant la langue», raconte M^{me} Mitchell.

Même son de cloche chez Groundwood, où l'éditrice Patricia Aldana affirme qu'il y a un intérêt certain pour ce qui se fait au Québec. Outre des traductions de titres de Suzanne Martel et Michel Noël, Groundwood publie (en version originale plutôt qu'en traduction) des albums de créatrices connues, les Marie-Louise Gay, Mireille Levert et Michelle Lemieux.

«Je connais tout le monde dans l'industrie au Québec. Je leur montre mes livres, ils me montrent les leurs. Je crois qu'il y a le même degré d'intérêt des deux côtés», affirme-t-elle.

Bouffée d'air d'ailleurs

À des degrés divers, tous les éditeurs s'entendent pour dire qu'il est important d'avoir des échanges de livres entre le Québec et le Canada anglais.

«C'est important, dans un pays aussi vaste que le Canada, que les jeunes d'ici soient en contact avec la culture anglophone, car leur façon d'aborder la littérature est différente. Les sujets et thèmes sont différents et ça apporte une bouffée d'air d'ailleurs», souligne Angèle Delaunois.

«Quand on n'a pas accès à des livres d'ailleurs, on est perdant. Plus que jamais, il faut s'ouvrir sur le monde. On ne peut pas se fermer... cela donne le 11 septembre. C'est en connaissant les cultures des autres que les enfants auront une ouverture d'esprit», ajoute Barbara Creary.

S'il y a intérêt, d'un côté comme de l'autre, si tous sont d'accord pour dire que c'est important, pourquoi y a-t-il alors si peu de livres traduits dans l'autre langue officielle? Plusieurs éditeurs évoquent comme raison les différences culturelles.

Différences culturelles

«Vendre des droits au Canada anglais, c'est comme vendre à l'étranger. C'est une autre culture», affirme Louis Dubé. Adjoint au directeur général pour le domaine du livre et de l'édition à la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), ce dernier a une vue d'ensemble sur ce qui se fait dans le milieu du livre.

«Certains albums doivent être transposés, car les approches sont différentes. Ces adaptations sont possibles, mais c'est une difficulté qui s'ajoute. Ça prend donc des ouvrages de haut calibre pour faire en sorte que

les éditeurs tombent en amour et aient envie de publier la traduction», fait-il valoir.

«En plus, au Québec, on écrit des histoires courtes. Pour certains marchés, ça ne convient pas. Beaucoup de nos livres ne sont pas reconnus pour cette raison», rajoute Louis Dubé.

La longueur des romans publiés au Québec constitue en effet un obstacle important pour Groundwood. «Le roman court, qui se vend si bien au Québec, n'est pas une forme qui se vend bien au Canada anglais, souligne Patricia Aldana.

Consciente des différences culturelles, Barbara Creary reste convaincue qu'il peut et qu'il doit y avoir plus d'échanges entre les deux milieux de l'édition. Pendant plusieurs années, cette avocate a été directrice des droits internationaux à La courte échelle, période durant laquelle plus de soixante-dix titres ont été traduits par des éditeurs du Canada anglais.

«Certains textes populaires au Québec ne se vendront pas au Canada anglais. Et vice versa. Toutefois, quand l'histoire est bonne et bien traitée, les éditeurs s'y intéressent», affirme Barbary Creary, encore active dans le milieu comme représentante de créateurs ou d'éditeurs.

Les différences culturelles peuvent jouer dans les deux sens. Ça peut être rebutant parce que ça ne nous ressemble pas, ou très intéressant car ça nous amène ailleurs», signale Angèle Delaunois, de chez Tisseyre.

Impératifs du marché

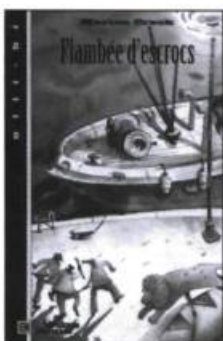
Outre les différences culturelles, les impératifs du marché nuisent aussi à la traduction d'ouvrages pour la jeunesse. Car un éditeur qui ne vend pas ne survit pas longtemps.

«C'est important de publier des livres de l'autre culture du Canada, mais il faut qu'ils conviennent au marché. Si je publie une traduction, il faut que je sache que ça va se vendre», explique Patricia Aldana.

«Il faut bien l'avouer, la grosseur du marché est différente entre le Québec et le Canada anglais et c'est un facteur qui joue», dit Cathy Mitchell.

Les éditeurs du Canada anglais font face à une forte concurrence des Américains, tandis que les éditeurs du Québec doivent affronter la concurrence de la France, concurrence qui peut prendre plusieurs formes.

Ainsi, plusieurs éditeurs anglophones se tournent vers la France pour vendre les droits de leurs auteurs. De l'avis de Gordon Platt, chef du Service des lettres et de l'édition au Conseil des Arts du Canada (CAC), plusieurs auteurs connus du Canada anglais sont tra-



duits en France plutôt qu'au Québec, car la taille du marché le rend plus attirant et plus lucratif. «Cela nuit à la connaissance de chaque côté des deux solitudes», souligne-t-il.

Par ailleurs, on ne peut ignorer l'état actuel du marché de l'édition, qui ne vit pas des années de vaches grasses. «Les mêmes difficultés frappent tout le monde : le nombre important de publications qui crée une concurrence énorme, en plus du manque de ressources. L'édition canadienne-anglaise traverse une période difficile, à cause de la concentration du marché et des difficultés de distribution. C'est déjà tout un défi pour les éditeurs de vendre leurs propres ouvrages, alors on comprend qu'ils soient moins ouverts à acheter des livres d'auteurs du Québec», fait valoir Louis Dubé.

Loyauté à ses propres auteurs

La loyauté première des éditeurs va à leurs propres auteurs, une attitude normale et compréhensible. Robert Soulières reçoit plus de 150 manuscrits par année et en publie environ une quinzaine. «J'ai déjà plusieurs auteurs avec qui je travaille. Je ne suis pas fermé à l'idée de publier une traduction mais, si je le fais, cela veut dire que je devrai refuser un auteur québécois.»

«Dans un marché très compétitif, il ne reste pas beaucoup de place pour de nouveaux auteurs ou pour des traductions, note Cathy Mitchell. Un éditeur ne peut publier qu'un nombre limité de livres et il y a un grand bassin d'auteurs potentiels de tous les coins du Canada. J'ai déjà ici, dans ma propre cour, une liste de très bons auteurs, dont je peux facilement faire la promotion.»

Les défis de la promotion

Autre obstacle à la traduction, la promotion. «Les distributeurs doivent travailler plus fort pour vendre un livre signé par un nom francophone au Canada anglais», reconnaît Barbara Creary.

«La résistance aux traductions vient en partie des bibliothécaires, des libraires et des distributeurs qui achètent les livres, dit Patricia Aldana. Au moment de l'achat, ces derniers vont privilégier les auteurs de leur culture.»

«Pour les traductions, les visites d'auteurs posent problème car, s'ils ne parlent pas la langue, ils ne peuvent rencontrer les jeunes. Il faut donc faire la promotion autrement», explique Dominique Thuillot.

«Il est plus difficile de mousser la publicité autour des traductions, car l'écrivain n'a pas le profil dans la

communauté ou encore il ne peut pas accorder d'entrevues aux médias», souligne Gordon Platt.

Pour pallier le problème, le CAC offre un montant de deux mille dollars comme aide à la promotion des ouvrages traduits. «Ce n'est pas un gros montant quand on pense au coût d'une annonce dans un journal, d'un signet, d'une tournée d'auteur. Mais c'est un coup de pouce pour faire le lien entre l'écrivain et le public», ajoute-t-il.

L'indispensable appui de l'État

Il se publie peu de traductions dans le secteur de la littérature jeunesse mais, sans les organismes subventionneurs, il y en aurait encore moins, affirment unanimement les éditeurs.

Créé en 1999, le Programme de soutien à la traduction d'œuvres québécoises de la SODEC a pour but de stimuler l'exportation et donner une plus grande visibilité à notre littérature à l'extérieur du Québec.

Doté d'un budget annuel de cent mille dollars, le programme compte aussi un volet pour la traduction d'extraits d'œuvres. «Les éditeurs s'en servent pour présenter leurs ouvrages à des éditeurs étrangers. Ça devient alors une sorte de carte de visite. Nous avons eu plusieurs demandes en prévision des foires de Francfort et de Bologne», explique Louis Dubé.

Bien que le processus administratif soit simple (un devis de traduction accompagné d'une lettre de présentation) et que la SODEC traite rapidement les dossiers, pour le moment, les demandes des éditeurs n'excèdent pas le budget de la SODEC.

«Hélas, nous n'avons pas beaucoup de demande en littérature jeunesse, malgré nos efforts de promotion. Mais le programme est encore jeune et c'est un réflexe à créer chez les éditeurs, qui sont sans doute plus habitués à se tourner vers le Conseil des Arts», dit M. Dubé.

Établir les priorités

Au Programme d'appui à la traduction du CAC, on vit la situation contraire : le programme est si populaire que le budget disponible (environ 400 000 \$ par année) ne suffit pas à répondre à la demande. En 2001-2002, le programme a reçu cent deux demandes et a accordé 92 subventions (pour les secteurs adulte et jeunesse).

Faut-il dans ce cas consacrer plus de ressources au Programme d'appui à la traduction? «Pas nécessairement», répond Gordon Platt.

«Le budget du Conseil des Arts est limité et il faut voir si l'appui à la traduction est une priorité. Les éditeurs ont des difficultés financières, les écrivains n'arri-



vent pas à vivre de leurs droits d'auteur, les demandes pour les rencontres d'écrivains augmentent. Il y a donc beaucoup de besoins. Lesquels sont prioritaires? On essaie de trouver un équilibre dans l'écosystème de la création et de la publication, des éditeurs et des écrivains et du marché», explique-t-il.

«Les traducteurs ont demandé une augmentation du budget d'appui à la traduction. Certains éditeurs ont exprimé ce désir, mais pas tous. Est-ce qu'un éditeur de Calgary ou de Trois-Rivières serait intéressé? Le milieu de l'édition n'a pas demandé une augmentation du budget de traduction, et nous devons considérer les désirs de l'ensemble du milieu», ajoute Gordon Platt.

Traduction systématique des romans primés

Dans ce cas-là, comment mousser les échanges entre les éditeurs et susciter davantage de traductions dans les deux langues officielles? Certains acteurs du milieu estiment que le CAC pourrait jouer un rôle de leader.

«Le Conseil des Arts pourrait peut-être établir une politique qui faciliterait les ententes entre éditeurs. Les prix importants, tels le Prix du Gouverneur général et le Prix M. Christie, seraient automatiquement traduits. Une politique comme celle-là serait un encouragement», propose l'auteure et traductrice Michèle Marineau.

Robert Soulières aime bien cette idée, qu'il pousse un peu plus loin. «Le Conseil des Arts pourrait lancer une nouvelle maison d'édition, semblable au modèle de l'éditeur officiel du Québec. Cette maison pourrait traduire automatiquement les romans qui reçoivent des prix importants», suggère-t-il.

Tout en reconnaissant qu'il ne faut pas prendre le gouvernement pour une vache à lait, Angèle Delaunois est d'avis que, si le Conseil des Arts prévoyait une bourse pour aider à la traduction d'un roman primé, cette traduction se ferait plus systématiquement. «Le grand avantage, c'est que le livre aurait une double vie», note-t-elle.

De son côté, Barbara Creary ne voit pas comment le CAC pourrait faire plus que ce qu'il fait déjà. «Le Conseil des Arts fait ce qu'il peut, il donne des subventions à la traduction. On ne peut obliger les éditeurs à publier des livres traduits, cela doit venir d'eux», soutient-elle.

Même son de cloche chez Louis Dubé. «Les éditeurs ne doivent pas attendre que le gouvernement fasse les choses à leur place. Les éditeurs québécois doivent être plus proactifs, aller séduire les éditeurs du Canada anglais. Il faut tisser son réseau, créer des liens, fréquenter les salons, participer à des congrès, aller à Bologne. Cela se fait au fil des années, par des rencontres régulières, des contacts permanents», soutient-il.

«Le défi est d'identifier les partenaires qui ont des affinités, qui sont en mesure d'apprécier ce que vous faites et intéressés à le transposer dans leur milieu. La réciprocité s'installe si on a des visions communes, et si on les appuie de façon concrète et régulière.»

Louis Dubé insiste toutefois sur un élément clé, pour intéresser les autres éditeurs à sa production. «Il faut présenter des livres de qualité. Si on propose du n'importe quoi, on perd de la crédibilité.»

Pratico-pratique, Barbary Creary offre des idées concrètes pour aborder le marché anglophone. «Il faut avoir du matériel en anglais à présenter, autrement comment veux-tu que les éditeurs puissent même s'intéresser au livre? Ce n'est pas nécessaire de traduire tout le livre. Il suffit de rédiger en anglais un résumé d'une page.

Pour sa part, Cathy Mitchell croit dur comme fer que c'est par les contacts personnels que les choses arrivent, que les marchés se concluent. «Quand on se rencontre face à face, ça aide beaucoup. Connaître quelqu'un et savoir ce que sa maison publie, voilà une bonne façon de faciliter les échanges.»

Optimistes malgré tout

Malgré les statistiques peu reluisantes en matière de traduction et malgré les difficultés dans le milieu de l'édition, plusieurs acteurs restent optimistes.

«Au Conseil des Arts du Canada, les échanges culturels et les jeunes sont une priorité. Nous avons connu différentes phases, celles d'appui à la création puis à la promotion. Maintenant, nous tentons d'appuyer les éditeurs pour qu'ils puissent élargir le marché, aller ailleurs. On est rendu là, alors la situation devrait pouvoir s'améliorer», affirme Gordon Platt.

Cathy Mitchell estime que les changements des dernières années dans le paysage politique du Québec devraient faciliter les contacts entre les deux cultures. «Nos différences politiques sont derrière nous, ce qui devrait aider. Nous nous voyons dans les foires internationales, les salons du livre. C'est très amical. Il faut continuer à travailler à faire des échanges. C'est important.»

Quant à Louis Dubé, il estime que «les éditeurs ont longtemps travaillé en vase clos mais le fossé des deux solitudes commence à être comblé.»

«On fait de très belles choses au Québec, des livres fort exportables. Mais la concurrence est très forte. On ne peut pas penser qu'on va exporter tous nos livres. Il faut être sélectif, trouver le bon partenaire et acheminer les livres au canal approprié», conclut-il.

